

Antisocial et autoritaire, Censurons le macronisme dans la rue !

Manifestation le 10 novembre à 10h30 à la Bourse du Travail de TARBES.

Avec cette journée de grève et de mobilisation, les raisons de la colère sont toujours là et ces prochaines semaines pourrait voir l'expression d'un empilement de revendications et de mobilisations, toujours autour de l'explosion des prix, de la « vie chère », mais aussi du refus de la énième réforme des retraites.

L'inflation est toujours là, les profits aussi !

Selon la dernière étude de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de +6,2 % d'octobre 2021 à octobre 2022. Cette hausse de l'inflation est bien entendu due à l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. Autant dire que les luttes pour des hausses de salaires, luttes qui n'ont jamais cessé ces derniers mois, n'ont aucune raison de s'arrêter. Car au-delà du cas très médiatisé de TotalEnergies (avec ses 18,8 milliards d'euros de profits au premier semestre, et son bénéfice net en augmentation de 43 % en un an !), les grosses entreprises se portent plutôt bien : +27 % pour Airbus, + 26,5 % pour Sanofi... Le salaire mensuel de base a lui reculé avec l'inflation : -2,9 % dans le secteur tertiaire (en particulier les services), -3,0 % dans l'industrie, et même - 3,4 % dans la construction. Pour les fonctionnaires, les augmentations totales de 2010 à 2022 ont été en tout de +4,7 %... alors que sur la même période longue, l'inflation cumulée a explosé à +20,4 % !

Passages en force et fuite en avant raciste

En à peine deux semaines, le gouvernement d'Élisabeth Borne a dégainé à quatre reprises l'article 49.3 pour faire passer les différents éléments du budget national de 2023. Les classes dirigeantes et ceux qui les servent peuvent toujours compter sur des institutions antidémocratiques totalement à leur service, quitte à tordre le bras à une partie de leurs parlementaires. Mais rien n'est réglé, avec l'ombre d'une possible dissolution de l'Assemblée nationale comme coup de poker du Président. L'extrême droite espère récolter les fruits pourris de cette politique, se posant depuis plusieurs semaines comme la principale opposition à Macron et se payant même le luxe de voter les motions de censure proposées par la Nupes. À l'heure de la défense inconditionnelle apportée par le RN aux paroles racistes de l'un de ses députés, Grégoire de Fournas, la course à l'échalote lancée par Darmanin il y a quelques jours autour d'un énième projet de loi xénophobe sur l'immigration va donner du grain à moudre à l'extrême droite pour répandre son idéologie dégueulasse.

Après le 10 novembre, préparer les affrontements

Recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pour 2032, augmentation du nombre d'années de cotisation et suppression des 42 régimes spécifiques dits régimes « spéciaux »... Macron exige une « réforme » des retraites entrant en vigueur l'été prochain. Macron veut répondre aux desiderata du Medef et souhaite ainsi reprendre politiquement la main. Mais notre camp social ne va pas se laisser faire.

Si le calendrier de mobilisation reste éclaté, avec des journées de grève et de mobilisation perlées plus ou moins préparées, la colère sociale – intacte – cherche toujours le terrain propice à son incarnation. Explosion des prix, augmentation nécessaire de tous les revenus, défense des retraites... une telle accumulation peut porter à ébullition le monde du travail et la jeunesse ces prochaines semaines, vers la construction d'une mobilisation générale.

Pour notre camp social, après les motions de censure venues de la gauche défaites les unes après les autres, la seule perspective reste la censure du pouvoir par la grève et dans la rue. Contre Macron au service du Medef, la droite et l'extrême droite, il n'y a pas d'autre voie possible que la construction dans l'unité d'un front de la gauche sociale et politique au service des luttes pour y arriver.

Le NPA65, Tarbes, mercredi 9 novembre 2022

